

## L'Institut Mandela de Paris : "Une imposture" selon la Fondation Mandela

Jeune Afrique, 20 mars 2018 Enquête sur le mystérieux « Institut Mandela », qui honore le Burundais Pierre Nkurunziza Le 19 mars, dans un hôtel parisien cossu, se tenait la seconde cérémonie de remise des « Prix Mandela ». Des récompenses honorifiques décernées par l'Institut éponyme, un think-tank qui revendique la promotion des valeurs de l'ancien président sud-africain... mais dont la crédibilité, remise en cause par plusieurs de ses « partenaires », ne laisse pas d'être interrogée.

Qui oserait remettre en cause la crédibilité d'une organisation baptisée du nom du héros mythique de la lutte anti-apartheid ? Le 23 décembre, l'Institut Mandela « qui se définit comme un think-tank voué à « garder vivant l'inspiration du panafricanisme et de promouvoir les valeurs de société ouverte et de paix partout sur le continent par une diplomatie intellectuelle » » défiait la liste des lauréats de la seconde édition de son Prix Mandela, qu'il organisait en 2016. Prix du « Courage » pour Pierre Nkurunziza Parmi les lauréats, un nom intrigue plus que les autres : celui du président burundais Pierre Nkurunziza, alors même que son élection pour un troisième mandat, en 2015, a provoqué une crise profonde au Burundi, entraînant des violences au sujet desquelles une commission indépendante du Conseil des Nations unies pour les droits de l'homme enquête. Le président burundais n'est pas le seul choix sur la liste 2017. En effet, on retrouve sur cette même liste le président kenyan Uhuru Kenyatta, récompensé du prix de la Démocratie à l'issue d'un processus électoral pourtant chaotique et d'une victoire au second tour, plus de six mois après le retrait de l'opposant Raila Odinga. Comportant nombre de VIPs, les prix Mandela 2017 alignent encore, par exemple, le président tanzanien John Magufuli (prix de la Paix), son homologue tchadien Idriss Deby Itno (prix de la Sécurité), l'ancien Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn (prix de l'Émergence) ou encore la députée ougandaise Jacqueline Amogin (prix du Leadership féminin) ou Mbagnick Diop, président du Mouvement des entrepreneurs sénégalais. À leurs côtés figurent également les noms d'universitaires comme le Marocain Mohamed Harakat, ou d'acteurs politiques comme l'administrateur dans l'organigramme de l'Institut Mandela. En sa qualité d'enseignant à l'université Mohammed-V de Rabat, celui-ci avait même signé un partenariat entre l'établissement marocain et le think-tank, basé en France. Dans une enquête publiée après la première remise des Prix Mandela, le site marocain Le Desk mettait d'ailleurs en avant les relations privilégiées qu'entretient le président de l'Institut Mandela, Paul Kananura, avec des universitaires gravitant autour de l'Institut royal des études stratégiques (IRES). En 2016, d'ailleurs, le roi Mohammed VI en personne s'était vu décerner le prix de la Paix. Sans pour autant avoir ni sollicité ni assumé ce titre, Paul Kananura partage pas tous les choix figurant sur la liste et je ne souhaitais pas forcément y être associé, résume-t-il. Jeune Afrique, une source ayant vu l'Institut Mandela, où le processus d'attribution des fameux prix reste relativement opaque. Une association confidentielle devenue « think-tank ». Lancée officiellement en novembre 2014, ce think-tank est dirigé par le Docteur Paul Kananura, qui se présente comme un « expert en géopolitique et politiques publiques ». Originaire du Rwanda, Paul Kananura est arrivé en France à la fin des années 1990 pour faire son doctorat en politique publique à l'université de Bordeaux 3. En parallèle de ses études, il fonde l'Association des stagiaires et étudiants en France (ASEAF), avec laquelle il participe à l'organisation de plusieurs colloques entre 2001 et 2014, avant que les activités de l'ASEAF ne se confondent avec celles de l'Institut Mandela. Un comité de direction est alors mis en place. Dirigé par Paul Kananura, celui-ci est présidé par un président d'honneur qui n'est autre qu'Olivier Stirn, alors secrétaire d'État et ministre, présent comme « un ami » de Nelson Mandela. La Fondation Mandela conteste toute autre connexion : n'existe que l'amitié putative entre Olivier Stirn et l'icône sud-africaine, le nom reste pas moins une « marque » puissante, que l'Institut s'est appropriée sans vergogne. Dans la mise au point adressée à Jeune Afrique en janvier, suite à la publication d'une tribune de l'écritain David Gakunzi, le directeur de l'Institut expliquait avoir « manifesté par écrit sa volonté de travailler en collaboration avec la Nelson Mandela Foundation et l'Afrique du Sud ». Créée en 1999 par l'ancien président, et garante officielle de son héritage, la Fondation a les archives le concernant, cette fondation, basée à Johannesburg, donne pourtant à la Fondation Africa Rising, via son avocat, une version fort différente de ces échanges. « Pendant l'année 2017, notre cliente a été approchée par Paul Kananura, qui lui a demandé de reconnaître son institut. Notre cliente ne reconnaît pas cet institut », explique l'avocat, qui affirme que la suite de ces échanges, une lettre de mise en demeure a été envoyée à l'Institut Mandela, qui n'a malheureusement pas abouti à l'arrêt de l'utilisation du nom. Depuis la mort de l'ancien président sud-africain, sa fondation redonne pour contrôler l'usage de son nom. Elle est l'une des seules garantes des marques déposées « Nelson Mandela », « Nelson Mandela International Day », ainsi que des images de celui qu'on surnommait « Madiba ». Selon son avocat, des démarches sont en cours afin de dissuader Paul Kananura de s'approprier ainsi, sans autorisation, l'aura de l'ancien leader de l'ANC. Imposture Malgré cet avertissement, le directeur de l'Institut Mandela de Paris a signé. De remises de prix en conférences, il attire dans ses filets responsables politiques, diplomates, officiers de l'armée en retraite, chefs d'entreprises, universitaires ou hauts fonctionnaires, tous mis en confiance par ce nom prestigieux. « Cet institut est une imposture, il déshonore le nom de mon grand-père ! » En avril 2017, par exemple, Paul Kananura s'affichait aux côtés de plusieurs ambassadeurs, mais également du président malien Ibrahim Boubacar Keita, dans le cadre d'une conférence sur « l'héritage et les valeurs de Nelson Mandela ». En présence de l'ancien président de la Fondation Africa Rising, cette rencontre se déroulait à l'Institut du monde arabe (IMA), à Paris, dont Paul Kananura assurait avoir engrangé le partenariat. Pour autant, du côté du service communication de l'IMA, on assure que l'Institut Mandela n'était aucunement impliqué dans l'organisation de l'événement, initié par la fondation de Ndaba Mandela. « J'ai été sollicité par plusieurs personnes pour cet institut. Il n'a aucun lien avec moi ni avec la fondation de mon grand-père. Cet institut est une imposture, il déshonore le nom de mon grand-père ! », confirme Ndaba Mandela à Jeune Afrique. Partenariats imaginaires Ce prétendu partenariat n'est pas le seul à poser question. Sur le site Web de l'Institut Mandela, en effet, plusieurs logos intriguent comme ceux du Département d'État américain ou du ministère français de la Défense. « Il n'y a jamais eu

partenariat entre le ministre de la Défense et l'Institut Mandela», nous explique une source proche du ministre français. «Monsieur Kananura a simplement convié des militaires à certains événements, et il est de ce fait apposer le logo du ministre de la Défense.» Du côté du Département d'État américain - l'équivalent des Affaires étrangères -, si un officiel reconnaît que la branche africaine (Africa Regional Service) a bel et bien participé aux forums organisés tous les ans depuis 2015 par l'Institut Mandela, il conteste en revanche l'appellation «partenariat» ainsi que l'autorisation d'utiliser le logo. «Étrangement, depuis nos sollicitations auprès de Paul Kananura, la trace de ces partenariats a d'ailleurs été retirée du site du think-tank. «Quand vous lisez le Mandela, ça fait sursaut» Malgré les zones d'ombres qui entourent l'Institut, la première remise des prix Mandela s'est déroulée en grande pompe, tout comme cette année, au luxueux Hôtel Marriott, sur les Champs-Élysées. Nous sommes le 25 février 2017. Parmi les invités, on retrouve notamment l'ancien ministre français Jean-Louis Borloo, venu remettre le Prix Mandela du Courage. «Nous avons été contactés par mail pour remettre ce prix au Premier ministre malgache que nous connaissons bien», explique Olga Johnson, la directrice générale de la fondation Énergies pour l'Afrique Jean-Louis Borloo président. «Nous ne savons rien à propos de l'Institut Mandela à part ce qui figure sur la plaquette adressée par M. Kananura. Quand vous lisez le nom Mandela, ça fait sursaut.» «Nous y sommes allés sur la bonne foi qui inspire le nom de Mandela, mais nous nous sommes vite rendus compte que ce prix n'avait rien d'officiel, nous n'avons pas cherché à entretenir de liens avec cet institut», explique aujourd'hui la Fondation Chirac, contactée par Jeune Afrique, dont la trésorière, Marie-Hélène Bérard, était également présente au Marriott en 2017. Contactés plusieurs reprises, le président de l'Institut Mandela de Paris n'a pas donné suite à nos sollicitations.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});